



# RAPPORT ANNUEL | 2014



**JUST 2020 | DROIT DEVANT**



Service public fédéral  
**Justice**

.be

# FINISSONS-EN !



Ce titre n'est certes pas ordinaire pour un avant-propos mais vous allez tout de suite me comprendre. Il fait allusion à cette boutade selon laquelle 'rien ne tourne rond à la Justice'. Comme beaucoup de collaborateurs, j'en ai un peu assez de ce jugement beaucoup trop facile.

Il est tout simplement inexact. J'en veux notamment pour preuve le présent rapport annuel. Parcourez-le et découvrez les nombreuses réalisations de 2014 : ouverture des nouvelles prisons de Beveren et de Leuze-en-Hainaut ainsi que du Centre de psychiatrie légale de Gand, collaboration plus aisée avec les cours pénales internationales dans laquelle notre SPF s'est complètement investi, réforme de l'ordre judiciaire désormais devenue réalité, plan d'avenir pour l'environnement informatique au sein de la Justice, etc.

Fin 2014, nous avons également accueilli notre nouveau ministre Koen Geens. Il connaît la Justice et a immédiatement fait part de sa volonté de collaborer étroitement avec l'administration. Il va de soi que nous le soutiendrons au maximum dans toutes ses actions et notamment dans la mise en œuvre du plan Justice.

Bien sûr, il reste encore du chemin à parcourir, mais nous y œuvrons jour après jour. C'est pourquoi nous avons d'ailleurs lancé Just2020, une campagne qui démontre que la Justice ne cesse de franchir des

étapes importantes et peut compter pour cela sur l'engagement de tous ses collaborateurs. Le 28 mai, nous organiserons une journée d'étude à ce propos. Nous avons fait appel à des intervenants extérieurs de haut niveau pour nourrir notre réflexion et nous aider à former notre image de la Justice de demain.

Cette journée s'adresse donc à un vaste public externe mais aussi, et surtout, aux personnes qui travaillent pour la Justice. Comment, à partir de là, nos collaborateurs percevront-ils les valeurs de notre organisation, quelle représentation auront-ils d'un appareil judiciaire belge qui tourne bien, et surtout comment voient-ils la Justice évoluer à l'horizon 2020 ? Ce travail de projection dans le futur sera aussi placé sous le signe de la responsabilisation : connaître son rôle, se sentir valorisé et construire ensemble l'avenir de notre organisation.

Les douze récits que vous trouverez dans ce rapport annuel s'inscrivent entièrement dans cette philosophie bien qu'ils n'illustrent qu'une partie de l'histoire de 2014. Vous trouverez davantage d'informations, de chiffres et de détails sur notre site internet [www.justice.belgium.be](http://www.justice.belgium.be).

Jean-Paul Janssens  
Président du Comité de direction du SPF Justice

# JAN VIER

## DES MOUCHES BLEUES À LA BARRE DES TÉMOINS

Qui aurait pu imaginer qu'un jour les mouches prêteraient leur concours à une instruction ? Début 2014, l'INCC a lancé une banque de données ADN de mouches qui se développent sur les cadavres humains. Grâce à celle-ci, on parvient maintenant à déterminer rapidement l'heure précise d'un décès.

1 h30 du matin, le parc d'une ville est le théâtre d'un assassinat. Les mouches bleues colonisent le cadavre et y pondent leurs œufs. Les œufs éclosent, des larves voient le jour et poursuivent leur développement. Chaque type de larves se caractérise par un cycle de développement propre, plus ou moins rapide. L'analyse de ces cycles et l'identification des larves présentes sur le corps permettent aux experts de conclure que la victime est décédée vers 1h30. Une information essentielle dans le cadre de l'instruction relative à cet assassinat.

D'après Stijn Desmyter de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC), il s'agit là d'un grand pas en avant : « Auparavant, seule l'analyse morphologique permettait à un expert de déterminer à quelle espèce appartenaient les larves de mouches. Cette analyse n'était pas toujours suffisante. C'est pourquoi nous avons développé une banque de données contenant le 'code-barres génétique' de chaque espèce de mouche, de telle sorte que nous puissions

également déterminer, dans les cas complexes, de quelle espèce il s'agit. »

Les entomologistes forensiques de l'INCC, spécialistes dans le cycle de vie des mouches, doivent naturellement tenir compte de divers facteurs dans leur analyse : « La température ambiante de l'endroit où gît le corps influence la vitesse de croissance et de mutation des larves. En outre, si l'alcool ralentit cette croissance, la cocaïne, elle, l'accélère. Dans les affaires d'assassinat, ces informations sont cruciales pour établir la culpabilité ou l'innocence d'un suspect. »

Cette banque de données est le résultat d'une collaboration entre l'INCC, le Musée royal de l'Afrique centrale, l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique et l'université d'Anvers.



# FÉV

# RIER

## LE NUMÉRIQUE ENTRE DANS LES PRISONS

**Le SPF Justice n'a de cesse d'améliorer les conditions de détention. Cette année, il inaugurerait un centre carcéral de 312 places. Une nouvelle plateforme digitale permet aux détenus d'accéder au planning des visites, aux activités ou de passer des commandes à la cantine. Une autre application permet quant à elle à toutes les prisons du pays de rassembler les informations pertinentes sur les détenus et de les rendre accessibles aux partenaires de la Justice.**

Il aura fallu deux années de construction avant d'inaugurer le nouveau complexe carcéral de Beveren (Flandre orientale). D'une capacité de 312 détenus, cet établissement moderne s'inscrit dans le cadre d'un *masterplan* qui prévoit la construction de cinq nouvelles prisons : Beveren, Marche-en-Famenne, Leuze-en-Hainaut, Termonde et Haren. La prison de Beveren est construite sur le modèle classique du panoptique. Elle se déploie sur trois étages autour d'un vaste centre névralgique permettant une vue à 360°. Beveren satisfait aux principes de construction durable : panneaux solaires, récupération des eaux pluviales, luminaires à faible consommation, chaudières à condensation, gestion durable des déchets...

Cet établissement fait partie des tous premiers à proposer aux détenus la plateforme digitale « prison cloud ». Grâce à cette plateforme, les détenus peuvent maintenant

téléphoner depuis leur cellule, louer des films, se former via l'e-learning ou passer une commande à la cantine. Ils y trouvent également de nombreuses informations à propos de leur établissement telles que les visites, le planning des activités, etc.

Beveren, comme toutes les autres prisons du pays, dispose dorénavant d'une nouvelle application informatique qui rassemble toutes les données concernant les détenus : Sidis Suite. Les partenaires internes et externes à la Justice (parquet, police, maisons de justice, centre national de surveillance électronique, tribunaux d'application des peines, office des étrangers, communautés, etc.) y ont accès selon leurs besoins. Cette nouvelle application améliore considérablement le flux d'informations, le rendant plus fiable et rapide. Elle aura sans aucun doute des répercussions sur la coopération entre les services et sur la sécurité.



MARS



## PAYSAGE JUDICIAIRE 2.0

Après des mois de préparation, l'accord tant attendu sur le nouveau paysage judiciaire a été entériné en mars. Le troisième pouvoir subissant bon nombre de changements, le président du SPF Justice et son équipe misent pleinement sur une communication proactive qui a notamment conduit à 'Justice on tour'.

Dix-sept ans après l'affaire Dutroux et trente ans après l'affaire des tueurs du Brabant, cet accord trace les nouveaux contours du paysage judiciaire. La Justice deviendra plus rapide, plus efficace et plus spécialisée, avec moins de "chefs" et davantage de responsabilités.

En résumé, il y a trois grands piliers :

- » **agrandissement d'échelle**, dans le cadre duquel les 27 arrondissements judiciaires sont ramenés à 12 nouveaux arrondissements judiciaires ;
- » **mobilité**, grâce à laquelle les magistrats peuvent être affectés de manière plus souple, en fonction des nécessités et des besoins sur le terrain ;
- » **gestion**, le pouvoir judiciaire devenant lui-même responsable de la gestion du budget et du personnel, sur la base d'un engagement de résultat.

Par ailleurs, la structure organisationnelle deviendra plus simple et les magistrats auront la possibilité de se spécialiser (en droit fiscal ou en droit environnemental, par exemple). Chaque arrondissement devra également rédiger un plan de gestion, avec engagement de résultat. Les moyens seront octroyés en fonction des résultats.

Des projets d'une telle ampleur exigent bien entendu un effort de communication important. Le changement n'est-il pas toujours entaché de quelques incertitudes ? Pour les dissiper, le président du comité de direction du SPF Justice, Jean-Paul Janssens, a entrepris une véritable tournée dans chaque arrondissement du pays. L'objectif était d'informer de manière optimale toutes les parties intéressées (magistrats, greffiers...), d'écouter leurs questions et de prêter attention à leurs préoccupations. Cette tournée a débuté en février à Nivelles et s'est achevée un bon mois plus tard à Eupen. Une vidéo ainsi qu'un site internet ([www.reformejustice.be](http://www.reformejustice.be)) ont en outre été mis en ligne.



# AVRIL

## ACCORD INÉDIT AVEC LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

**La Belgique s'inscrit dans une longue tradition de soutien au développement de la justice pénale internationale. Cette année encore notre pays s'est illustré dans ce domaine en concrétisant sa volonté de coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux à travers deux nouvelles dispositions particulièrement novatrices.**

Dans la loi du 26 mars 2014 modifiant une loi du 29 mars 2004, la Belgique organise entre autres spécifiquement sa coopération avec les juridictions résiduelles de tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda, l'ex-Yougoslavie et la Sierra Leone. Les mandats de ces tribunaux spéciaux arrivant à leurs termes, des juridictions internationales se créent pour assurer le suivi d'affaires comme la gestion des archives, la supervision de l'exécution des peines et la protection des témoins, par exemple. Notre pays tenait à assurer la continuité du travail de coopération avec ces nouvelles juridictions.

Jusqu'en mars 2014, aucune disposition belge ne prévoyait non plus la coopération avec le tribunal spécial pour le Liban. Ce dernier était chargé d'enquêter et de poursuivre des personnes potentiellement responsables de faits de terrorisme. Depuis lors, les autorités belges peuvent exécuter tout type de demandes d'entraide que ce tribunal lui adresse : récolte de documents, audition de témoin, etc. Cette même législation modifiée a encore permis à la

Belgique de conclure un accord bilatéral de coopération renforcée avec la Cour pénale internationale tout à fait novateur. L'accord est en effet le premier du genre à formaliser la disponibilité d'un pays à accueillir sur son territoire des personnes mises en liberté provisoire par la Cour.

En 2014, la Belgique a traité près de 100 demandes d'entraide émanant de la Cour pénale internationale. La loi du 29 mars 2004 modifiée facilite et améliore la coopération de la Belgique dans ce contexte. Elle est l'expression concrète de la volonté de notre pays de coopérer avec les juridictions internationales pour leur permettre d'exécuter leurs missions et, par la même, de lutter contre l'impunité pour les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble (principalement, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide).

# MA

## LE DOSSIER ÉLECTRONIQUE PLUS PROCHE ENCORE

Soyons honnêtes, par le passé Justice et ICT n'ont pas toujours fait bon ménage. Pour cette raison, la publication de la vision stratégique ICT en juin constituait une étape importante pour le département. Dans le plan d'action qui y est associé, le développement continu du dossier électronique retient particulièrement l'attention.

Cette vision constituait la clé de voûte de la concertation entre toutes les entités de la Justice : l'Ordre judiciaire, les établissements pénitentiaires, les maisons de justice, les commissions, l'INCC et l'administration centrale. Ensemble, elles ont tracé les contours de la position que la Justice entend occuper dans les années à venir dans le domaine ICT.

Il est étonnant de constater que la stratégie ICT est associée à un plan d'action opérationnel qui désigne les projets concrets pour 2014 et 2015. Prenons par exemple cette première étape importante vers le dossier électronique. Pour rendre ce projet possible, JustX, la banque de données-carrefour de la Justice a joué un rôle-clé. Les premiers résultats concrets attestent de l'utilité pratique de cette banque de données. Tous les jugements et arrêts de l'ensemble

des cours d'appel et des cours du travail sont désormais centralisés. De cette manière, toutes les parties concernées peuvent facilement demander une copie de certains documents.

Le lien entre JustX et le casier judiciaire central nous rapproche aussi un peu plus du dossier électronique. Tous les tribunaux de police ayant rejoint le projet à la fin de l'année 2014, plus de 85 % des condamnations ont déjà été introduites dans le casier judiciaire de manière entièrement automatique. Il en résulte une diminution considérable de la charge de travail sur une base annuelle : 175 000 enregistrements manuels sont désormais superflus. Par ailleurs, le projet permet d'économiser 175 000 feuilles de papier car les impressions et les envois postaux ne sont plus un impératif.



# JUIN



## UN DOUBLE NOM EN GUISE DE CADEAU

**La nouvelle loi sur le double nom de famille suscite le débat. Les uns la voient comme l'aboutissement d'un dossier symbolique, les autres comme une question vitale qui n'a pas pu être réglée assez rapidement. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin et, à la fin de l'année, 4719 de nos compatriotes portaient déjà un double nom de famille.**

Depuis juin 2014, les parents peuvent donner à leurs enfants le nom du père, le nom de la mère ou une combinaison des deux noms, dans l'ordre de leur choix. Cette même possibilité est offerte aux adoptants à l'égard de l'enfant adopté.

Ces règles ne valent en principe que pour les couples dont les enfants sont nés ou ont été adoptés après le 1<sup>er</sup> juin 2014. Pour les enfants mineurs nés ou adoptés avant cette date, il est également possible de demander un changement de nom en s'adressant à l'administration communale. Pour ce faire, un certain nombre de conditions doivent être respectées et la demande doit en outre être introduite avant le 31 mai 2015. Fin 2014, 1866 Belges avaient déjà eu recours à cette "mesure transitoire" (dans 332 cas, le nom de la mère figure en première place).

Un des nôtres a sauté le pas : Philippe Van Linthout (photo), juge d'instruction au tribunal d'Anvers, division de Malines, que l'on pouvait par ailleurs voir dans le programme de la chaîne VIER 'De rechtbank'. « On pourrait considérer cela comme une sorte de cadeau de mariage. Mon épouse et moi avons toujours souhaité que nos enfants portent nos deux noms de famille, ce que nous trouvions on ne peut plus normal. Il y a treize ans, nous avons déjà tenté le coup, mais cette tentative n'a pas abouti. À l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, nous avons immédiatement introduit une nouvelle demande et Van Linthout s'est transformé en Van Linthout Muller. Et aujourd'hui tout le monde est ravi : mon épouse se réjouit de la reconnaissance, les enfants trouvent ça plutôt cool et je suis content que toute la famille soit satisfaite. »



# JUIL

# LET

## AU REVOIR COLLÈGUES, BIENVENUE PARTENAIRES

**Les maisons de justice ont ouvert leurs portes à la fin des années 90 à la suite de l'affaire Dutroux. Rapprocher le citoyen et la justice était LE défi à l'époque. Quinze ans plus tard, les maisons de justice ont largement démontré leur valeur ajoutée.**

La sixième réforme de l'Etat est à l'origine de ce changement. En juillet 2014, l'activité principale des maisons de justice était transféré du niveau fédéral vers le niveau régional. Le personnel a, quant à lui, concrètement franchi le pas en janvier 2015.

Pour que tout se déroule correctement, un travail préparatoire important a par conséquent été réalisé. Déménager des dossiers, visiter de nouveaux lieux de travail, indiquer les changements d'adresse, faire ses adieux et faire de nouvelles connaissances... Afin que le service puisse être assuré malgré la pression, tous les préparatifs ont été clairement énoncés dans un protocole de transition conclu entre les différentes autorités.

Collaboration et concertation ont donc joué un rôle essentiel. Et ce partenariat se poursuivra à l'avenir. Aujourd'hui, les autorités régionales exercent pour la première fois une compétence judiciaire. Le SPF Justice, les tribunaux et l'administration pénitentiaire restent toutefois responsables de la contribution des maisons de justice. Pour entretenir ces contacts, le ministre Koen Geens propose d'organiser une conférence interministérielle pour les maisons de justice.

# AO

# UT

## SALLES COMBLES POUR LES MIDIS DU DROIT

La centralisation des litiges familiaux au sein du tribunal de la famille. La légalisation du cannabis. La protection des données personnelles sur internet. La gestation pour autrui. Que peuvent bien avoir en commun ces quatre sujets ?

Au premier coup d'œil, probablement pas grand-chose. En y regardant de plus près, ces quatre thèmes apparaissent régulièrement dans l'actualité et posent beaucoup de questions au sein de notre société. Et ces questions requièrent, elles-mêmes, des réponses juridiques.

Pour faire progresser les débats et, par là même, contribuer à développer le droit, le SPF Justice a lancé cette année des ateliers sous une forme originale : les midis du droit. Ils s'adressent à un large public, spécialistes ou personnes intéressées par la matière. Ils proposent une lecture thématique, à travers les regards croisés d'un ou plusieurs universitaires ou praticiens et d'un juriste du SPF, expert en la matière.

Lancée en automne, la formule a rencontré un bel engouement auprès d'un public très large. En plus des participants issus du monde juridique, les organisateurs ont également noté la présence d'entreprises privées et d'organisations publiques. Entre 70 et 110 personnes sont venues enrichir les débats de chaque midi et les questionnaires de satisfaction remis à la fin de chaque événement affiche un haut taux de satisfaction.

A la demande du public, deux nouveaux midis du droit seront organisés au cours du premier semestre 2015.

- » Le transgenre en transition
- » Liberté d'expression : Peut-on tout dire, tout écrire ?





# SEPT EMBRE

## QUAND VOUS NE POUVEZ PLUS TOUT DÉCIDER VOUS-MÊME ...

**Juridiquement parlant, tout le monde n'est pas capable de prendre des décisions de manière autonome. C'est par exemple le cas des personnes qui sont atteintes d'un handicap mental ou qui sont temporairement touchées par un traumatisme. Depuis le 1er septembre 2014, un nouveau statut offre une meilleure protection à ces personnes incapables.**

C'est surtout le principe de base qui change par rapport à l'ancien régime. Le nouveau statut se fonde sur l'idée que toutes les personnes, y compris celles qui présentent une déficience, doivent avoir l'opportunité de mener leur vie comme elles l'entendent. Pour cette raison la nouvelle loi part de leurs possibilités : quelles décisions peuvent-elles encore prendre de manière autonome, pour quelles décisions ont-elles besoin d'aide et quelles décisions est-il préférable de prendre à leur place ?

Sur la base de ces questions, un régime de protection peut être conçu sur mesure au moyen d'un mandat ou d'une administration. L'objectif est que ce régime interfère le moins possible dans la vie de ces personnes et qu'il leur confère la plus grande autonomie possible. On privilégie davantage que par le passé un régime sans intervention du juge (via un mandat).

La personne protégée et sa famille peuvent ainsi elles-mêmes déterminer ce à quoi devrait ressembler le

régime de protection. Si une protection judiciaire est tout de même nécessaire, les administrateurs et les juges de paix tiendront davantage compte de l'avis de la personne protégée ou de celui de sa personne de confiance. Le nouveau statut se fonde sur l'ancien régime de l'administration provisoire. Les quatre statuts de protection existants – qui étaient complexes et dépassés – sont supprimés et intégrés dans le nouveau statut. La protection extrajudiciaire est, elle aussi, inscrite dans un cadre légal.

Trois arrêtés royaux ont été publiés en exécution de la nouvelle loi. Ainsi, des modèles de rapports ont notamment été prévus et un registre central des contrats de mandat a été créé.

À la mi-octobre, une brochure, qui répond à des questions fréquemment posées, a également été publiée. Elle peut être obtenue auprès de la Fondation Roi Baudouin et est consultable sur le site [www.justice.belgium.be](http://www.justice.belgium.be).



# OCTOBRE

## LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT S'INFILTRE CHEZ VOUS

La Justice est attrayante sur petit et grand écran. On pourra encore le constater cet automne. En effet, jusqu'en février 2015, une équipe de tournage a réalisé la nouvelle fiction flamande 'De Bunker' sur la cellule anversoise de la Sûreté de l'Etat (SE).

Notre source interne à la SE reste anonyme. Comment pourrait-il en être autrement ? Il n'empêche qu'elle est impliquée de près dans la réalisation de la série. "C'est vrai, c'est la première fois qu'un service de renseignements en Belgique collabore à une fiction télévisée, alors qu'à l'étranger, c'est le cas depuis longtemps déjà (par exemple pour Spooks sur la BBC). La hiérarchie ne voulait pas laisser passer cette chance. Cette série nous permet de montrer une certaine ouverture vis-à-vis du grand public. Espérons que les téléspectateurs auront prochainement une meilleure idée de notre travail et de nos méthodes. Nous avons collaboré avec l'équipe de tournage dans divers domaines : nous lui avons fourni des conseils en matière de législation, nous avons relu les scripts pour y déceler les 'erreurs' éventuelles... Le temps d'une journée, nous avons même accueilli les acteurs au sein de notre quartier général pour leur faire découvrir notre univers.

Les scénarios sont bien sûr pimentés d'une bonne dose dramatique, nous sommes en pleine fiction. Dans la série, les affaires sont résolues à grande vitesse alors qu'en réalité, la résolution d'une affaire est souvent le fruit d'un travail de longue haleine."

Les auteurs Pieter De Graeve et Charles De Weerdt ont eu l'idée de créer 'De Bunker' alors qu'ils lisaient une interview d'un dirigeant de la SE. "Dans les séries policières classiques, l'intrigue se focalise sur le coupable et le mobile. Ici, il s'agit de prévenir les infractions et cette nuance nous plaisait. En dix épisodes, nous traitons de thèmes actuels comme le retour de combattants de Syrie et la protection de chefs d'Etat étrangers controversés."

'De Bunker' compte dix épisodes qui seront diffusés sur VTM à l'automne 2015.





# NOV



# EMBRE

## AMÉLIORATIONS EN VUE POUR LES INTERNÉS

**En novembre, les premiers internés sont arrivés au nouveau centre de psychiatrie légale (CPL) de Gand. Ils y bénéficient d'un traitement psychiatrique sur mesure dans un environnement sécurisé. La création de ce centre fermé et le début de la construction du CPL d'Anvers marquent une étape importante dans l'amélioration du bien-être des internés.**

Le CPL de Gand peut accueillir 264 internés, des personnes présentant des troubles psychiatriques qui ont commis une infraction. Un manque de places d'accueil adaptées oblige beaucoup d'entre eux à séjourner en prison alors que leur place n'est pas parmi les détenus. Au CPL, l'accent est mis sur la sécurité. Le traitement qu'ils y reçoivent n'est pas comparable à celui prescrit par un établissement de soins ou un hôpital psychiatrique. Ils y bénéficient d'une thérapie adaptée et d'un encadrement psychiatrique dans un environnement hautement sécurisé. Il s'agit là d'une meilleure alternative car dans la pratique les programmes de traitement sur mesure permettent de diminuer le taux de récidive.

Au cours de leur séjour, les internés intègrent différentes sections. Dans la section observation et orientation, ils apprennent à connaître le personnel

de la section ainsi que les autres patients. L'équipe de soins détermine le traitement à suivre. Sur la base des observations, de leur évolution et de l'examen diagnostique, ils se voient attribuer une section où ils suivront leur traitement. Lors de leur séjour au sein de la dernière section, ils apprennent à se familiariser à nouveau avec un environnement naturel. La thérapie vise à réinsérer les internés dans la société de manière sûre et responsable ou de les orienter vers le circuit de soins régulier.

A Anvers, la première pierre du CPL a été posée le 24 février 2014. Ce centre pourra accueillir 180 internés masculins et ouvrira en 2016. Ici aussi, un partenaire externe sera en charge du traitement des internés et de la sécurité du centre.



# DÉC

# EMBRE

## COUP D'ŒIL SUR LES CHIFFRES

Avec un peu moins de 25 000 collaborateurs et un budget total de près de 2 milliards d'euros, le SPF Justice compte parmi les poids lourds des services publics fédéraux.

La Justice employait à la fin de l'année dernière 22 766 personnes (équivalents temps plein ou ETP) alors qu'elles étaient 22 746 début 2014. Un quasi status quo donc. Dans la réalité, les chiffres sont plus élevés (fin 2014 : 24 825), mais comme de nombreux agents ne travaillent pas à temps plein, il est plus facile de compter en ETP.

Ce nombre inclut notamment, outre les collaborateurs de l'administration centrale, les gardiens de prison, les personnes qui travaillent pour la Sûreté de l'État, les collègues des 28 maisons de justice, les magistrats et les autres membres du personnel judiciaire. D'autres entités comme l'INCC ou les différentes commissions sont également incluses dans ces chiffres.

Depuis le 1er janvier 2015, les collaborateurs des maisons de justice ne font plus partie de l'effectif du personnel du SPF Justice. Ils sont transférés aux gouvernements communautaires et régionaux dans le cadre de la sixième réforme de l'État. Cela représente au total 1132,5 ETP.

La répartition hommes-femmes à la fin de l'année 2014 était pratiquement de 50/50 (un peu plus de femmes) et cela vaut également pour le rapport néerlandophones/francophones

(un peu plus de néerlandophones). En termes de pourcentage, la tranche d'âge des 40 à 45 ans compte le plus grand nombre de collaborateurs.

### Budget

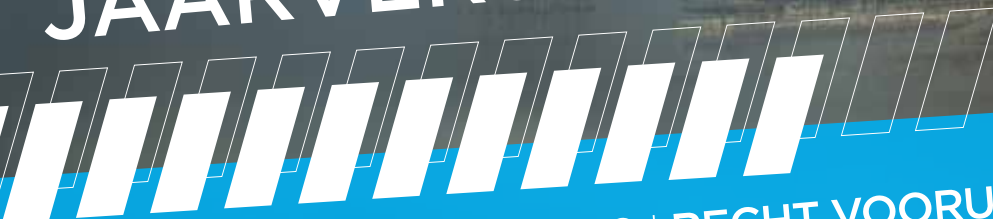
Début 2014, le budget global de la Justice s'élevait à 1 924 489 000 euros en crédits de liquidation, soit une augmentation de 0,63 % par rapport au budget ajusté de 2013. Le budget en personnel a augmenté de 15 728 000 euros, une augmentation principalement due au personnel supplémentaire destiné aux nouvelles prisons de Marche-en-Famenne, Beveren et Leuze. La réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles a également absorbé une partie de ce budget.

Malgré une marge supplémentaire pour les établissements pénitentiaires et la réforme de la justice, les moyens de fonctionnement généraux de l'ensemble de l'organisation ont diminué de 8 772 000 euros. Ce en raison des économies structurelles fixées précédemment au sein du gouvernement.

Vous trouverez davantage de statistiques sur le personnel et de détails sur le budget sur le site [www.justice.belgium.be](http://www.justice.belgium.be).



# JAARVERSLAG | 2014



**JUST 2020 | RECHT VOORUIT**



Federale Overheidsdienst  
**Justitie**

.be

# WEG MET

# DAT VIERKANT



Inderdaad, het is geen alledaagse kop voor een voorwoord, maar je zal me meteen begrijpen. Dat vierkant slaat namelijk op die boutade dat 'alles bij Justitie vierkant draait'. Ik en vele medewerkers met mij hebben het zo een beetje gehad met dat al te makkelijk oordeel.

Want het klopt simpelweg niet, getuige daarvan onder andere dit jaarverslag. Blader mee, en ontdek de vele waardevolle verwezenlijkingen van 2014: de opening van de nieuwe gevangenissen van Beveren en Leuze-en-Hainaut en het FPC van Gent, de verbeterde samenwerking met de internationale straffhoven waarvoor onze FOD zich volop inspande, de hervorming van de rechterlijke orde die volop gestalte kreeg, het toekomstplan voor de ICT-omgeving bij Justitie enz.

In 2014 mochten we ook onze nieuwe minister Koen Geens verwelkomen. Hij kent Justitie goed en sprak meteen ook de wil uit om nauw samen te werken met de administratie. Uiteraard zullen wij van onze kant de minister maximaal ondersteunen in al zijn acties, in het bijzonder bij de uitvoering van het Justitieplan.

En inderdaad, er is nog marge voor vooruitgang, maar daar zijn mijn medewerkers elke dag mee bezig. Daarom

ook hebben we Just2020 in het leven geroepen, een campagne die aantoonde dat Justitie voortdurend belangrijke stappen zet en hiervoor kan rekenen op de inzet van al zijn medewerkers.

Op 28 mei organiseren we zelfs een studiedag gewijd aan Just2020. We doen daarvoor een beroep op externe deskundigen die ons moeten inspireren. De dag mikt, naast een breed extern publiek, in het bijzonder ook op de medewerkers die bij Justitie werken. Hoe schatten zij – vanuit hun positie – de waarden van onze organisatie in, wat zijn voor hen de steunpilaren van een goed draaiend justitieapparaat in België, en vooral hoe zien zij Justitie evolueren naar 2020? En dat alles onder de vlag van responsabilisering: ken je rol, voel je gewaardeerd en bouw samen aan de toekomst van onze organisatie.

De twaalf verhalen die je in dit jaarverslag vindt, passen volledig in die filosofie, al vertellen ze maar een deel van het verhaal van 2014. Voor meer cijfers en andere informatie verwijs ik je graag naar onze website [www.justitie.belgium.be](http://www.justitie.belgium.be)

Jean-Paul Janssens  
Voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie



# JANUARI

## BROMVLIEGEN OP DE GETUIGENBANK


**Wie had gedacht dat vliegen ons ooit zouden helpen bij een gerechtelijk onderzoek? Begin 2014 heeft het NICC een DNA-databank gelanceerd van vliegen die zich op menselijke lijken ontwikkelen. Zo kunnen ze snel te weten komen wanneer precies een persoon overleden is.**

**H**alftwee 's nachts, een moord in een stadspark. Vleesvliegen vinden hun weg naar het lijk en komen er hun eieren leggen. Daaruit komen larven die zich verder ontwikkelen. Elke soort heeft zijn eigen ontwikkelingscyclus die snel of minder snel verloopt. Door die cycli te analyseren en door de larven te identificeren die op het lijk leven, kunnen experts achterhalen dat die persoon rond halftwee is overleden. Een cruciaal element in het gerechtelijk onderzoek naar de moord.

Volgens Stijn Desmyter van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) zetten we daarmee een ferme stap vooruit: "Vroeger kon een expert enkel op basis van de bouw en de vorm bepalen tot welke soort de larven van vliegen behoren. Dat was niet altijd voldoende. Daarom hebben we een databank ontwikkeld met een soort DNA-barcodes van vliegen, zodat we ook in moeilijke gevallen kunnen bepalen over welke soort vliegen het gaat."

De forensisch entomologen van het NICC, specialisten in de levenscyclus van vliegen, moeten in hun analyse rekening houden met verschillende factoren: "De omgevingstemperatuur waar het lichaam ligt heeft invloed op de groei- en verpoppingsnelheid van larven. Daarnaast zorgt alcohol voor een tragere en cocaïne voor een snellere groei. Bij moordgevallen is dat belangrijke info om de schuld of onschuld van een verdachte aan te tonen."

De databank is een samenwerking tussen het NICC, het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen en de Universiteit Antwerpen.



# FEBR

# UARI

## BITS & BITES BREKEN BINNEN IN GEVANGENIS

**De detentieomstandigheden verbeteren: het is een continu aandachtspunt voor de FOD Justitie. In dat kader is in 2014 een gevangeniscomplex met 312 plaatsen geopend. Dankzij een nieuw digitaal platform kunnen de gedetineerden er de planning van de bezoeken en de activiteiten bekijken en kunnen zij bestellingen plaatsen in de kantine. Daarnaast werd ook Sidis Suite gelanceerd, een applicatie die alle gegevens over de gedetineerden verzamelt.**

**E**r is twee jaar gebouwd aan het nieuwe gevangeniscomplex van Beveren (Oost-Vlaanderen). Deze moderne inrichting, met een capaciteit van 312 gedetineerden, past in het *masterplan* dat voorziet in de bouw van vijf nieuwe gevangenissen: Beveren, Marche-en-Famenne, Leuze-en-Hainaut, Dendermonde en Haren. De gevangenis van Beveren is gebouwd volgens het klassieke panoptische model en telt drie verdiepingen rond een uitgebreid zenuwcentrum dat een totaaloverzicht mogelijk maakt. Beveren voldoet aan de beginselen van duurzaam bouwen: zonnepanelen, recuperatie van regenwater, verlichting die weinig stroom verbruikt, condensatieketels, duurzaam afvalbeheer enz.

Het is een van de allereerste inrichtingen die de gedetineerden het digitale platform 'prison cloud' aanbiedt. Daardoor kunnen gedetineerden nu vanuit hun cel telefoneren, films huren, een opleiding volgen via e-learning of bestellingen plaatsen in de kantine. Zij vinden op dat platform ook tal van

inlichtingen over hun inrichting, zoals de bezoeken, de planning van de activiteiten enz.

Voortaan kan Beveren, net als alle andere gevangenissen van het land, gebruik maken van een nieuwe computerapplicatie die alle gegevens over de gedetineerden verzamelt: Sidis Suite. De interne en externe partners van Justitie (parket, politie, justitiehuzen, Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht, strafuitvoeringsrechtbanken, Dienst Vreemdelingenzaken, gemeenschappen, enz.) hebben volgens hun behoeften toegang tot het systeem. De applicatie zorgt ervoor dat de informatiestroom sneller en betrouwbaarder verloopt. Ook voor de samenwerking tussen de diensten en voor de veiligheid betekent de komst van deze nieuwe tool goed nieuws.



# ART

## GERECHTELIJK LANDSCHAP 2.0

Na maanden van voorbereiding, kwam in maart de welgekomen witte rook van het akkoord over het nieuwe gerechtelijk landschap. Omdat er nogal wat verandert voor de derde macht, zetten de voorzitter van de FOD Justitie en zijn team volop in op proactieve communicatie en dat leidde onder meer tot 'Justitie on tour'.

Zeventien jaar na de Dutroux-affaire en dertig jaar na de aanslagen van de Bende van Nijvel, legt het akkoord over het gerechtelijk landschap de nieuwe contouren vast. Justitie zal sneller, efficiënter en meer gespecialiseerd worden, met minder bazen en meer verantwoordelijkheid.

Samengevat zijn er drie grote pijlers:

- » **schaalvergroting:** waarbij de 27 gerechtelijke arrondissementen worden teruggebracht tot 12 nieuwe gerechtelijke arrondissementen;
- » **mobiliteit:** waardoor magistraten flexibeler kunnen worden ingezet in functie van de noden en behoeften op het terrein;
- » **beheer:** waardoor de rechterlijke macht op basis van een resultaatverbintenis zelf verantwoordelijk wordt voor het beheer van budget en personeel.

Daarnaast wordt de organisatiestructuur eenvoudiger en krijgen magistraten de kans zich te specialiseren (vb. fiscaal recht of milieurecht). Elk arrondissement moet ook een beheersplan opstellen, met bijhorende resultaatverbintenis. In functie van deze resultaten, krijgen ze middelen.

Forse projecten als deze vragen natuurlijk ook gedegen communicatie. Brengt verandering immers niet altijd een portie onzekerheid met zich mee?

Om daaraan tegemoet te komen, lanceerde de voorzitter van de FOD Justitie, Jean-Paul Janssens, een heuse roadshow doorheen alle arrondissementen van het land. Bedoeling was alle belanghebbenden (magistraten, griffiers, ...) optimaal te informeren en te luisteren naar hun persoonlijke vragen en besognes. Afgetrapt werd er in februari in Nijvel om een dikke maand later te eindigen in Eupen. Daarnaast kwam er ook een video en een aparte website:

[www.hervormingjustitie.be](http://www.hervormingjustitie.be)



# APRIL

## VERSTERKTE BANDEN MET INTERNATIONALE STRAFHOVEN

**Bij de ontwikkeling van het internationale strafrecht speelt België al geruime tijd een belangrijke ondersteunende rol. Ook in 2014 heeft ons land zich op dat vlak laten opmerken. Via twee bijzonder vernieuwende bepalingen beklemtoonde ons land de vaste wil tot samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen.**

Met de wet van 26 maart 2014, die de wet van 29 maart 2004 wijzigt, organiseert België onder andere zijn samenwerking met de residuele rechtsmachten van de internationale straftribunalen voor Rwanda, ex-Joegoslavië en Sierra Leone. Aangezien de mandaten van die speciale tribunalen ten einde lopen, worden op dit moment internationale rechtsmachten opgericht die zorgen voor de follow-up van o.m. het archiefbeheer, het toezicht op de strafuitvoering en de getuigenbescherming. Ons land zet alvast actief in op een verdere samenwerking met die nieuwe rechtsmachten.

Tot maart 2014 voorzag geen enkele Belgische bepaling in de samenwerking met het Speciaal Tribunaal voor Libanon. Dat is belast met het onderzoek naar en de vervolging van personen die mogelijk verantwoordelijk zijn voor terroristische feiten. Sindsdien kunnen de Belgische autoriteiten ingaan op allerlei bijstandsverzoeken gevraagd door dat tribunaal: documenten verzamelen, getuigenverhoor enz.

Diezelfde gewijzigde wetgeving maakte het voor België ook mogelijk om een baanbrekend bilateraal akkoord voor versterkte samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof af te sluiten. Het akkoord is het eerste in zijn soort waarin formeel is opgenomen dat een land bereid is personen op zijn grondgebied op te vangen die door het Hof in voorlopige vrijheid zijn gesteld.

In 2014 behandelde België bijna 100 bijstandsverzoeken van het Internationaal Strafgerechtshof. De wetgeving vergemakkelijkt en optimaliseert de samenwerking van België in die context. Ze getuigt van de vaste wil van ons land om samen te werken met de internationale rechtsmachten. Op die manier kunnen de rechtsinstanties hun opdrachten uitvoeren en de straffeloosheid aanpakken van de meest ernstige internationale misdaden die de gehele internationale gemeenschap raken (voornamelijk de oorlogsmisdaden, de misdaden tegen de menselijkheid en genocide).



# MEI

## ELEKTRONISCH DOSSIER NU ECHT IN DE STEIGERS

**We moeten durven eerlijk zijn: ICT en justitie, het is in het verleden niet altijd een even geslaagd huwelijk gebleken. Daarom was de lancering van de strategische visienota ICT in juni een belangrijke mijlpaal voor het departement. In het gekoppelde actieplan springt vooral de gestage groei van het elektronisch dossier in het oog.**

De nota vormde het sluitstuk van het overleg tussen alle entiteiten van justitie: de rechterlijke orde, de penitentiaire inrichtingen, de justitiehuzen, de commissies, het NICC en het centraal bestuur. Samen tekenden ze de lijnen uit van waar justitie binnen enkele jaren wil staan op het vlak van ICT.

Opvallend is dat de ICT-strategie wordt gekoppeld aan een operationeel actieplan dat de concrete projecten aanduidt voor 2014 en 2015. Neem nu die zo belangrijke eerste stap naar een elektronisch dossier. Om dat mogelijk te maken, is er een sleutelrol weggelegd voor JustX, de kruispuntdatabank van Justitie. Hoe praktisch die databank is, blijkt uit de eerste concrete resultaten. Zo worden alle vonnissen en arresten van alle hoven van beroep en arbeidshoven voortaan centraal opgeslagen. Op die manier kunnen alle betrokken partijen makkelijk een kopie aanvragen van bepaalde documenten.

Ook de link tussen JustX en het centraal strafregister brengt het e-dossier een stapje dichterbij. Eind 2014 waren alle politierechtbanken ingestapt en op die manier werden al meer dan 85 % van alle veroordelingen volledig automatisch in het strafregister ingegeven. Dat vermindert de werklust op jaarbasis enorm: 175 000 manuele registraties zijn voortaan overbodig. Bovendien spaart het project een indrukwekkende 175 000 bladzijden papier uit omdat prints en verzendingen per post geen must meer zijn.



# JUNI

## SCHENK EENS EEN DUBBELE FAMILIENAAM

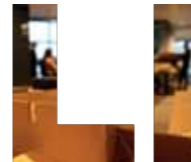
**Voor de ene een symbooldossier, voor de andere een vitale kwestie die niet vlug genoeg geregeld kon worden: de nieuwe wet op de keuze van de familienaam. De wet ging op 1 juni van kracht en tegen het einde van het jaar telden we al 4719 landgenoten met een dubbele familienaam.**

**V**anaf juni vorig jaar kunnen ouders de naam van de vader, de naam van de moeder of een combinatie van beide namen aan hun kinderen geven, in de volgorde die zij zelf wensen. Adoptanten hebben diezelfde keuze voor het geadopteerde kind.

In principe gelden deze regels enkel voor koppels van wie de kinderen zijn geboren of geadopteerd na 1 juni 2014. Voor minderjarige kinderen die voor deze datum zijn geboren of geadopteerd, is het eveneens mogelijk om bij het gemeentebestuur een naamsverandering aan te vragen. Hiervoor moet wel aan bepaalde voorwaarden worden voldaan, en de aanvraag moet ook voor 31 mei 2015 gebeuren. Op het einde van 2014 hadden al 1866 Belgen van deze zogenaamde overgangsmaatregel gebruik gemaakt (in 332 gevallen komt de naam van de moeder op de eerste plaats).

Een daarvan komt uit eigen huis: onderzoeksrechter Philippe Van Linthout (foto) van de rechtbank Antwerpen, afdeling Mechelen, die overigens ook in het VIER-programma De rechtbank te zien was. "Je zou dit als een soort van huwelijksgeschenk kunnen zien. Voor mijn vrouw en ik was het altijd al niet meer dan normaal dat onze kinderen onze beide familienamen zouden dragen. Dertien jaar geleden deden we al een poging, maar die mislukte. Toen de nieuwe wet er kwam, dienden we onmiddellijk een nieuwe aanvraag in en vanaf toen veranderde Van Linthout in Van Linthout Muller. En nu is iedereen tevreden: mijn vrouw is blij voor de erkenning, de kinderen vinden zo'n nieuwe naam best cool en ik ben content dat zij content zijn."

# JU



## VAARWEL COLLEGA'S, WELKOM PARTNERS

**De justitiehuzen openden hun deuren eind jaren '90 in de nasleep van de zaak Dutroux. Burger en gerecht dichter bij elkaar brengen, dat was destijds dé uitdaging. Vijftien jaar later is hun meerwaarde dubbel en dik bewezen. Al zijn er sinds 2014 nieuwe bazen.**

Die wissel van de wacht is het resultaat van de zesde staats hervorming. Daardoor verhuisde het takenpakket van de justitiehuzen in juli 2014 van het federaal naar het regionaal niveau. Het personeel zelf maakte de overstap concreet in januari 2015.

Om alles in goede banen te leiden, is er dan ook ontzettend veel voorbereidend werk verricht. Verhuizen van dossiers, nieuwe werkplekken bezoeken, adreswijzigingen melden, afscheid nemen en kennismaken, ... Om de dienstverlening in al die drukte te blijven waarborgen, waren alle voorbereidingen netjes opgelijst in een transactieprotocol tussen de verschillende overheden.

Samenwerking en overleg stonden dus centraal. Ook in de toekomst zal die lijn van partnership zich doortrekken. Vanaf nu hebben de regionale overheden voor het eerst een justitiële bevoegdheid in handen. Toch blijven de FOD Justitie, het gerecht en gevangeniswezen verantwoordelijk voor de input van de justitiehuzen. Om die contacten op peil te houden, stelde minister Geens alvast voor om een interministeriële conferentie op te richten voor de justitiehuzen.

# AUGUSTUS

## VOLLE ZALEN VOOR MIDDAGEN VAN HET RECHT



Centralisering van de familiale geschillen binnen de familierechtbank. Legalisering van cannabis. Bescherming van persoonlijke gegevens op het internet. En draagmoederschap. Wat zouden deze vier onderwerpen met elkaar kunnen gemeen hebben?

Op het eerste zicht weinig. Maar bij nader inzien duiken deze vier thema's geregeld op in de actualiteit en roepen zij veel vragen op in onze samenleving. En die vragen verdienen op hun beurt een juridisch antwoord.

Om het debat aan te zwengelen en zo bij te dragen aan de ontwikkeling van het recht, heeft de FOD Justitie dit jaar workshops georganiseerd onder een originele vorm: de middagen van het recht. De workshops mikken op een groot publiek, specialisten of geïnteresseerden in de materie en geven een thematische kijk vanuit het standpunt van een of meer academici of practici en van een jurist van de FOD, die deskundige ter zake is.

De in het najaar gelanceerde formule werd enthousiast onthaald bij een breed publiek. Naast de deelnemers uit de gerechtelijke wereld, noteerden de organisatoren ook de aanwezigheid van privébedrijven en overheidsorganisaties. Elke middag telde

uiteindelijk tussen de 70 en 110 deelnemers. De tevredenheidsenquêtes - die op het einde van elke sessie werden overhandigd - getuigen in elk geval van een hoge mate van tevredenheid.

Op vraag van het publiek zullen in de eerste helft van 2015 twee nieuwe middagen van het recht worden georganiseerd:

- » Transgenderisme in een overgangsfase
- » Vrijheid van meningsuiting: mag alles gezegd en geschreven worden?





# SEPT EMBER

## WAT ALS JE ZELF NIET MEER ALLES KUNT BESLISSSEN?

**Niet iedereen is – juridisch gezien – in staat zelf beslissingen te nemen, bijvoorbeeld door een verstandelijke beperking, of tijdelijk, door een trauma. Het nieuw beschermingsstatuut, dat in werking trad op 1 september 2014, leidt nu tot een betere bescherming voor deze onbekwame personen.**

**V**ooral het uitgangspunt is veranderd. Het idee is dat mensen, ook met een beperking, de kans moeten hebben hun leven te blijven leiden. De nieuwe wet vertrekt daarom van hun mogelijkheden: wat kunnen ze nog zelf beslissen, bij welke beslissingen hebben ze hulp nodig, welke beslissingen worden beter in hun plaats genomen?

Op basis van deze vragen kan door middel van een lastgeving of met behulp van een bewindvoerder een beschermingsregeling op maat worden uitgewerkt. Bedoeling is dat die regeling zo weinig mogelijk ingrijpt in hun leven en hen zoveel mogelijk autonomie geeft. Meer dan vroeger gaat de voorkeur uit naar een regeling zonder tussenkomst van de rechter (via lastgeving).

De beschermde persoon en zijn familie kunnen dus zelf mee bepalen hoe de beschermingsregeling er moet uitzien. Als er toch een rechterlijke bescher-

ming noodzakelijk is, zullen de bewindvoerders en de vrederechters nog meer rekening houden met de mening van de beschermde persoon of zijn vertrouwenspersoon.

Het nieuwe statuut is gebaseerd op het oude statuut van het voorlopig bewind. De vier bestaande beschermingsstatuten – die complex en achterhaald waren – worden afgeschaft en in het nieuwe statuut opgenomen. Ook de buitengerechterlijke bescherming krijgt een wettelijk kader.

Ter uitvoering van de nieuwe wet verschenen ook drie KB's. Zo is onder meer voorzien in modellen van verslagen en kwam er een centraal register van lastgevingsovereenkomsten.

Midden oktober verscheen ook een brochure die een antwoord biedt op veelgestelde vragen. De brochure kan worden opgevraagd bij de Koning Boudewijnstichting en is te vinden op [www.justitie.belgium.be](http://www.justitie.belgium.be)



# OKT OBER



## VEILIGHEID VAN DE STAAT STRAKS IN JE WOONKAMER

Justitie pakt goed op het kleine én grote scherm. En dat zal ook dit najaar blijken. Tot en met februari 2015 was namelijk een filmploeg druk in de weer met de opnames van de nieuwe Vlaamse fictiereeks De Bunker over de Antwerpse cel van de Veiligheid van de Staat (VSSE).

Onze interne bron bij de VSSE blijft – hoe kan het ook anders – anoniem, maar hij staat wel dicht bij de totstandkoming van de serie. “Klopt, het is inderdaad de eerste keer dat een inlichtingendienst in België meewerkt aan een fictiereeks, terwijl dat in het buitenland wel al langer gebeurt (vb. Spooks op de BBC). De top wilde deze kans niet laten liggen want zo tonen we toch een zekere openheid tegenover het grote publiek. Hopelijk heeft iedereen straks een beter beeld van wat we doen en hoe we werken.

De samenwerking was divers: advies op het gebied van wetgeving, nalezing van de scripts om er de eventueel ‘fouten’ uit te halen, enz. We hebben zelfs de cast ontvangen op ons hoofdkwartier om hen een dagje onder te dompelen in de wereld van de VSSE. Natuurlijk is er aan de scenario’s een flinke portie dramatiek toegevoegd, het is nu eenmaal fictie. Een van de grote verschillen is bijvoorbeeld de snelheid waarmee een

zaak wordt opgelost. Bij ons is dat vaak een werk op lange termijn.”

Bedenkers Pieter De Graeve en Charles De Weerd kregen het idee voor De Bunker toen ze een interview lazen met een topman van de VSSE. “In klassieke crimireeksen zoeken ze dader en motief. Nu draait het om misdrijven voorkomen, en die nuance sprak ons aan. In tien afleveringen raken we actuele thema’s aan zoals terugkerende Syriëstrijders en de bescherming van omstreden buitenlandse staatshoofden.”

De Bunker telt 10 afleveringen en is in het najaar van 2015 te zien op VTM.





# NOVEMBER

## LANGVERWACHTE BETERSCHAP VOOR GEÏNTERNEERDEN

In november kwamen de eerste geïnterneerden toe in het nieuwe Forensisch Psychiatrisch Centrum (FPC) in Gent. Daar krijgen ze in een beveiligde omgeving psychiatrische behandeling op maat. De opening van die gesloten instelling en de start van de bouw van het FPC in Antwerpen zijn een grote stap vooruit naar een beter welzijn van geïnterneerden.

In het FPC in Gent kunnen 264 geïnterneerden verblijven. Dat zijn mensen met een psychiatrische aandoening die een misdrijf hebben gepleegd. Door een gebrek aan aangepaste opvangplaatsen verbleven velen onder hen in gevangenissen, hoewel ze daar niet thuishoren. De focus ligt er op veiligheid en de behandeling is niet vergelijkbaar met die in een zorginstelling of psychiatrisch ziekenhuis. In het FPC krijgen ze aangepaste therapie en psychiatrische begeleiding in een sterk beveiligde omgeving. Een beter alternatief omdat behandelprogramma's op maat in de praktijk voor lagere recidivecijfers zorgen.

Tijdens hun verblijf doorlopen geïnterneerden verschillende afdelingen. Op de afdeling observatie en oriëntatie leren ze de afdelingsstaf en hun medepatiënten kennen en bepaalt de zorggequipe de behandeling. Op basis van observatie, evolutie en diagnostisch onderzoek wordt dan bepaald naar welke behandelafdeling ze gaan. Tijdens hun verblijf

op de laatste afdeling leren ze opnieuw vertrouwd raken met een natuurlijke leefomgeving. De therapie is erop gericht de geïnterneerden op een veilige en verantwoorde manier te laten terugkeren naar de maatschappij of te laten doorstromen naar het reguliere zorgcircuit.

Intussen is ook het FPC in Antwerpen in opbouw: op 24 februari 2014 werd er de eerste steen gelegd. Dat centrum zal plaats bieden aan 180 mannelijke geïnterneerden en opent in 2016. Ook hier zal een externe partner instaan voor de behandeling van de geïnterneerden en de beveiliging van het centrum.



# DEC

# EMBER

## BLIK OP DE CIJFERS

Met net geen 25 000 medewerkers en een totaal budget van bijna 2 miljard euro behoort de FOD Justitie tot de zwaargewichten onder de federale overheidsdiensten.

Omgerekend naar fulltime werkrachten, telde justitie eind vorig jaar 22 766 werknemers (voltijds equivalenten, VTE), terwijl dat er aan het begin van 2014 nog 22 746 waren. Een quasi status-quo dus. In werkelijkheid zijn die getallen groter (eind 2014: 24 825), maar aangezien nogal wat medewerkers niet voltijds werken, is het makkelijker rekenen in VTE. In dat getal zitten naast de medewerkers van de centrale administratie, o.a. ook de cipiers, de mensen van de Veiligheid van de Staat, de collega's die voor de 28 justitiehuizen werken, de magistraten en het ander gerechtspersoneel. Ook andere entiteiten zoals het NICC en de verschillende commissies zijn opgenomen in deze cijfers.

Opmerkelijk is dat de medewerkers van de justitiehuizen vanaf 1 januari 2015 niet meer tot het personeelsbestand van de FOD Justitie behoren. Zij gingen over naar de gemeenschaps- en gewestregeringen in het kader van de zesde staatshervorming. In totaal gaat dit over 1132,5 VTE's.

De verdeling man-vrouw is op het einde van 2014 nagenoeg 50/50 (iets meer vrouwen), en dat geldt ook voor de verhouding tussen Nederlands- en Franstaligen

(iets meer Nederlandstaligen). Procentueel vinden we het meest aantal medewerkers tussen de 40 en de 45 jaar oud.

### Budget

Bij aanvang van 2014 bedroeg het totale Justitiebudget in vereffeningskredieten 1 924 489 000 euro, dat is een verhoging van 0,63 % in vergelijking met het bijgestelde budget van 2013. Het personeelsbudget steeg met 15 728 000 euro, en dat had voornamelijk te maken met het bijkomende personeel dat de nieuwe gevangenissen van Marche-en-Famenne, Beveren en Leuze moest bevolken. Ook de hervorming van het Brussels gerechtelijk arrondissement nam een hap uit dat hogere personeelsbudget.

Ondanks de extra ruimte voor de penitentiaire instellingen en de justitiehervorming, krompen de algemene werkmiddelen van de totale organisatie met 8 772 000 euro. Dit wegens de structurele besparingen die eerder waren vastgelegd in de schoot van de regering.

Meer personeelsstatistieken en details over het budget vind je op [www.justitie.belgium.be](http://www.justitie.belgium.be)



Dit jaarverslag geeft slechts een kleine selectie weer van de activiteiten van de FOD Justitie in 2014. Veel meer realisaties vind je in de nieuwsrubriek op [www.justitie.belgium.be](http://www.justitie.belgium.be). In de rubriek statistieken kan je terecht voor allerlei cijfergegevens.

#### Contact

Woordvoerder FOD Justitie  
Sharon Beavis  
[press@just.fgov.be](mailto:press@just.fgov.be)

De contactgegevens van de woordvoerders van de entiteiten van de FOD Justitie vind je in de rubriek 'Pers' op [www.justitie.belgium.be/nl/pers/contact/](http://www.justitie.belgium.be/nl/pers/contact/)

#### Colofon

Redactie: dienst Communicatie  
Vertaling: dienst Vertalingen  
Lay-out: Evy De Bleeckere, Olivier Hullaert  
Fotografie: Stephen Vincke, Olivier Michiels, Christophe Lalmand,  
Lisa Van Damme, Belga  
Illustraties: Olivier Hullaert  
Verantwoordelijke uitgever: Jean-Paul Janssens, voorzitter van het directiecomité - Waterloolaan 115, 1000 Brussel

*Dank aan alle collega's voor tijd en moeite.*



Ce rapport annuel ne dévoile qu'une petite sélection des activités du SPF Justice en 2014. Vous retrouverez plus de réalisations dans la rubrique « Nouvelles » de notre site [www.justice.belgium.be](http://www.justice.belgium.be).

La rubrique « Statistiques » présente également une multitude de données chiffrées.

#### Contact

Porte-parole du SPF Justice  
Sharon Beavis  
[press@just.fgov.be](mailto:press@just.fgov.be)

Les coordonnées des porte-parole de chaque entité sont reprises dans la rubrique « Presse » de notre site : [www.justice.belgium.be/fr/presse/contact/](http://www.justice.belgium.be/fr/presse/contact/)

#### Colophon

Rédaction: le service Communication  
Traduction: le service Traductions  
Lay-out: Evy De Bleeckere, Olivier Hullaert  
Photographie: Stephen Vincke, Olivier Michiels, Christophe Lalmand,  
Lisa Van Damme, Belga  
Illustrations: Olivier Hullaert  
Editeur responsable: Jean-Paul Janssens, président du comité de direction – boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles

*Merci à tous nos collègues pour leur temps et leurs efforts.*